

QUESTIONS FREQUEMMENT POSEES

Interviewer: Luc van Braekel.

Ont répondu pour WorkForAll:

Eric Verhulst, Paul Vreymans et Willy De Wit

Qui est WorkForAll en fait ?

WorkForAll est un groupe d'étude Belge pluraliste et politiquement non lié. Nous examinons des modèles et des structures sociaux sur leur efficacité dans la réalisation des objectifs sociaux. Nous inclinons ni à la gauche ni à la droite. Hors de toute idéologie nous mesurons le succès de politiques différentes dans leurs accomplissements sur le plan de l'emploi, la prospérité, la solidarité et la liberté individuelle.

Pourquoi cette initiative ?

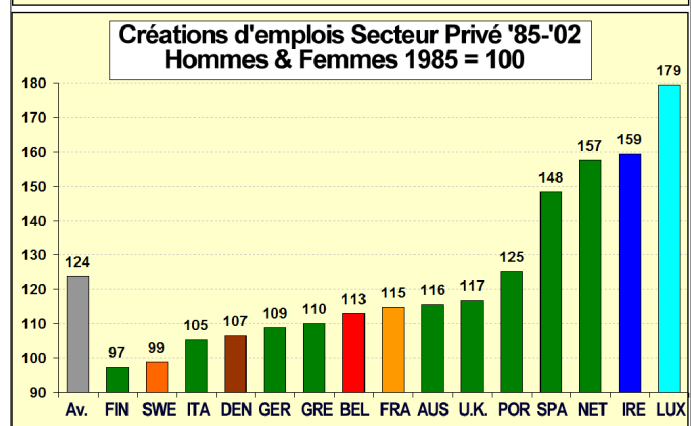
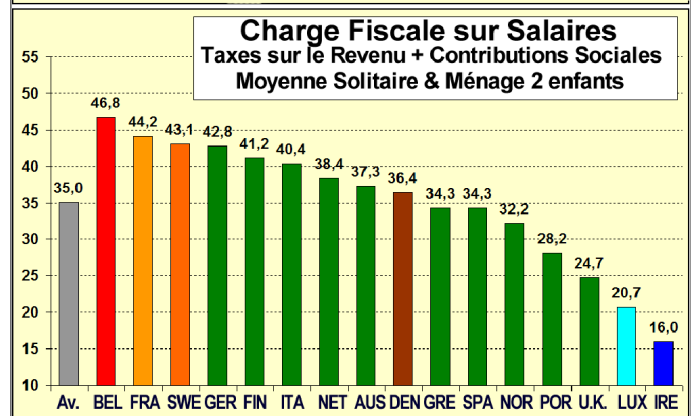
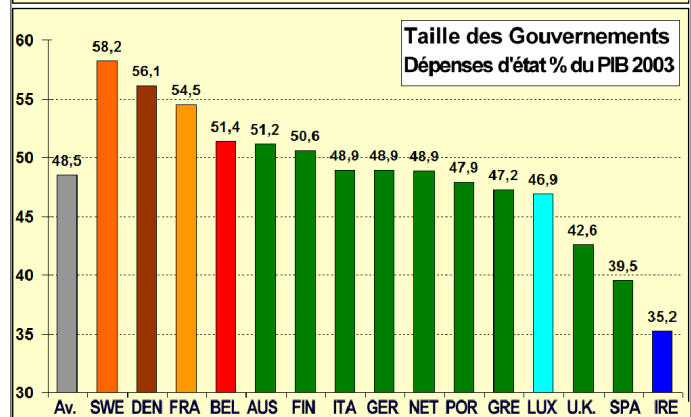
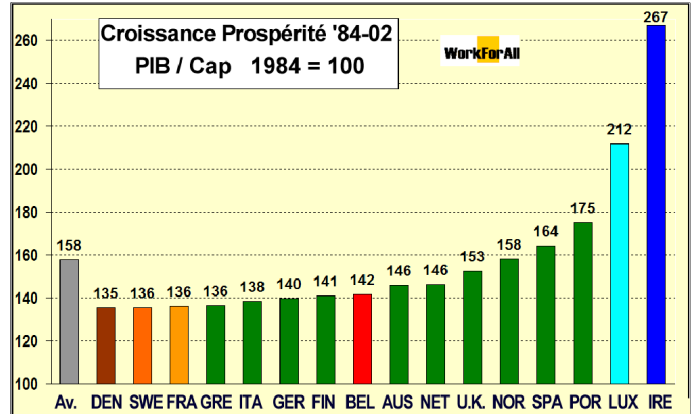
Les citoyens et même nos dirigeants n'ont peu d'aperçu sur l'efficacité de modèles administratifs différents. Les chiffres de croissance ou de création d'emplois dans les pays qui mènent une politique alternative sont généralement inconnues. Les citoyens forment leur opinion sur la base de sentiment, d'intuition vague ou sur base d'une idéologie rigide. Même nos dirigeants décident les lignes politiques sur la base des mêmes motifs irrationnels, et non pas à base de la science ou de constatations empiriques.

Depuis l'effondrement du Modèle "Polder" hollandais très longtemps copié partout une nouvelle vague modieuse se forme autour du modèle Scandinave. Aujourd'hui c'est le tour des Scandinaves d'être supposés de posséder la pierre de sagesse. Il apparaît pourtant que le Danemark, la Suède et la Finlande ont échoués totalement ces dernières décennies en termes de création d'emplois et de croissance, et qu'ils ont en conséquence développé très peu de nouvelles initiatives de solidarité depuis.

Telles idées irrationnelles modieuses sont nuisibles. L'on ne doit pas prendre un exemple à l'élève le plus faible de la classe. Les politiques basées sur l'idéologie, l'intuition ou les idées à la mode, bien trop souvent mènent à des initiatives politiques qui sont destructrices pour notre prospérité, notre liberté, notre solidarité ou notre emploi.

Comment vous en êtes venus à cette initiative ?

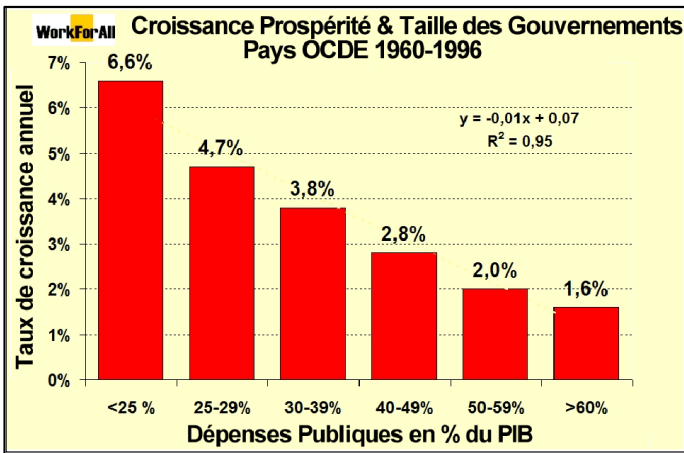
Nous nous sommes trouvés stupéfaits devant les écarts remarquables des taux de croissance entre les pays Européens. Pourtant ces pays connaissent un état de développement et une éthique de travail très similaires. Nous avons remarqué que le Danemark par exemple a connu une croissance de 35% seulement dans une période de 18 ans entre 1984 et 2002. La prospérité en Irlande par contre a progressé de 167% pendant la même période. En moins d'une demie génération l'Irlande est évoluée du pays le second plus pauvre au pays le second plus riche de l'Europe. Nous avons constaté des différences similaires en matière de la création d'emplois.



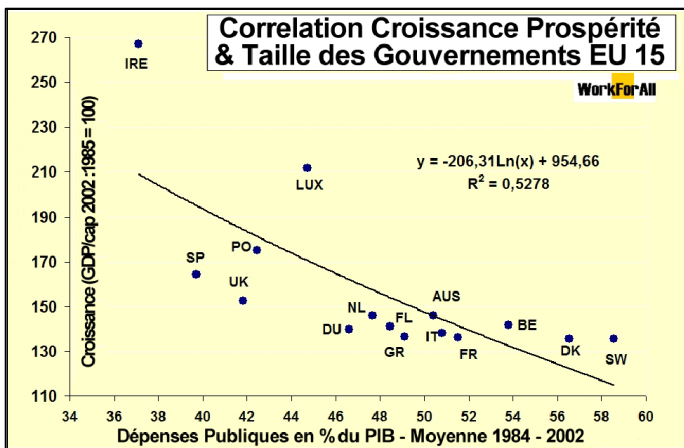
Nous nous sommes questionnés à savoir ce qui cause ces écarts de croissance, et si d'autres pays pourraient égaler les performances économiques et sociales de pays comme l'Irlande ou le Luxembourg.

Sur quoi votre recherche est-elle basée ?

Plusieurs facteurs qui favorisent la croissance de la prospérité sont connus dans la littérature économique. Il est connu depuis longtemps par exemple qu'il y a une forte relation négative entre la croissance et la charge fiscale. Gwartney et aussi Laffer et Armey ont été pionniers avec leur recherches à ce sujet. Gwartney a examiné les causes des écarts de croissance entre les pays de OCDE sur une longue période de 1960 jusqu' à 1996. Il a constaté que dans les pays et pendant les périodes que les dépenses publiques étaient inférieures à 25% du PIB, la richesse a progressé d' en moyenne 6,6% par an. Dans les pays ou les dépenses publiques étaient supérieures à 60% du PIB, le taux de croissance était de 1.6% seulement. Dans sa recherche, Gwartney a donné preuve de la forte relation négative entre les dépenses publiques - et donc la charge fiscale - et la croissance de la prospérité.



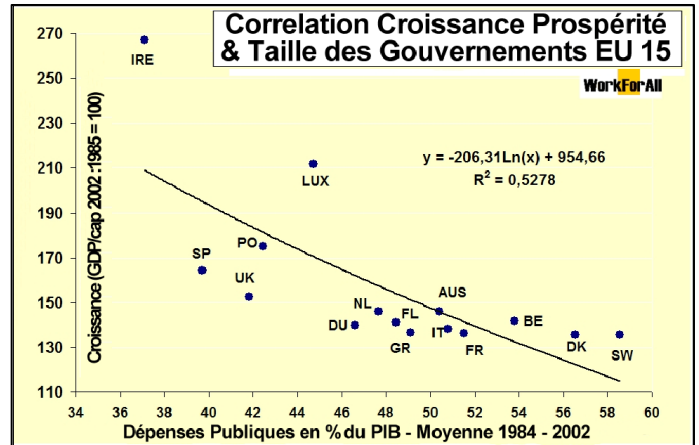
Cette relation apparaît tout aussi évidente dans le diagramme de diffusion entre la croissance et les dépenses publiques des états membres de l'UE. Une relation négative plus forte encore apparaît sur le diagramme entre la croissance et la charge fiscale sur les salaires: plus la charge fiscale est haute, plus la croissance est basse.



Mais n'y a-t-il pas d'autres facteurs influençant la croissance que seulement la charge fiscale ?

Oui bien sûr ! Notre groupe a examiné pas moins de 25 causes possibles d'écarts de croissance de manière identique. Parmi d'autres l'influence de la structure d'âge des populations, le niveau d'éducation, l'inflation, les heures de travail annuelles, le taux d'épargne, les taux d'intérêt, la proportion entre les impôts directs et indirects,

la taille des dépenses publiques, l'influence de l'accèsion à l'UE etc.. Toutes ces données sont connues de OCDE, et ont été incorporés dans un modèle compréhensif de régression multiple, dans lequel des décalages de de temps jusqu'à quatre années ont été considérés.



La technique de régression multiple permet de calculer avec précision mathématique l'effet exact et le poids relatif de chacun des facteurs individuels quand plusieurs causes sont en jeu simultanément. C'est avec la même technique que la science médicale établit des relations entre nos habitudes alimentaires et notre santé, notre espérance de vie ou des phénomènes de maladie. Sur notre site internet, l'on peut examiner les résultats de notre analyse de régression.

La conclusion la plus importante de cette recherche, qui a d'ailleurs expliqué 93% des écarts de croissance, est que deux causes principales mènent à un faible taux de croissance: les dépenses publiques excessives d'un côté et une structure fiscale démotivante, avec un poids trop lourd sur la main d'oeuvre, le revenu et le bénéfice d'autre part. Ces deux facteurs ont le plus grand impact sur la croissance parmi les 25 causes possibles examinées. Bien plus important d'ailleurs que l'impact du niveau d'éducation, ou même la structure d'âge des populations. Une déminution des dépenses publiques de 1% peut ainsi facilement entrainer un taux de croissance annuel supplémentaire de 0,6%. Les résultats de notre recherche sont d'ailleurs confirmés en large par une étude du FMI de juillet 2004. Le FMI a utilisé la technique de recherche identique, mais a examiné un groupe de pays différents pendant une période de temps différente.

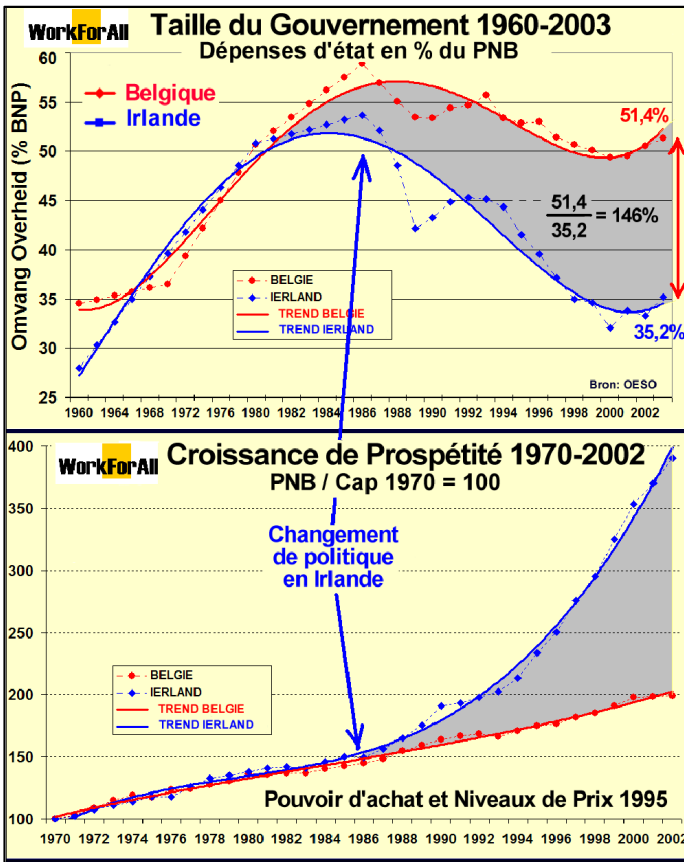
En plus nous avons constaté qu'un déficit budgétaire ainsi que' un abaissement des taux d'intérêt n'avait aucun d'effet positif sur la croissance économique quelle que soit. Ceci en contradiction avec les prétendus très répendus des "croyants" dans les politiques Keynésiennes.

Ces calculs abstraits ne signifient pas grand chose pour nos lecteurs.

C'est pourtant la procédure scientifique appropriée pour résoudre un tel problème. Malheureusement l'on ne peut pas illustrer une ligne imaginaire dans l'espace 25-dimensionnel à moyen de graphiques. L'on doit simplement retomber sur les mathématiques pour cela. Afin de pouvoir illustrer nos résultats, nous avons aussi comparé deux pays qui ont mené une politique économique et fiscale complètement opposée: la Belgique et l'Irlande.

En 1985 la situation économique Irlandaise était désastreuse et pire même qu'en Belgique: des déficits budgétaires excessifs, des taux de croissance faibles, et une richesse seulement à un niveau de 65% du niveau Belge. Le chômage Irlandais de 17% était bien supérieur au taux Belge de 10% également.

rayées, et dans un laps de temps de seulement trois ans les dépenses publiques ont été réduites par pas moins de 20%. De cette manière l'Irlande a donné lieu à une période de croissance de prospérité explosive d'en moyenne 5,6% par an entre 1985 et 2002. Ceci est à peu près le triple du taux de croissance Belge.



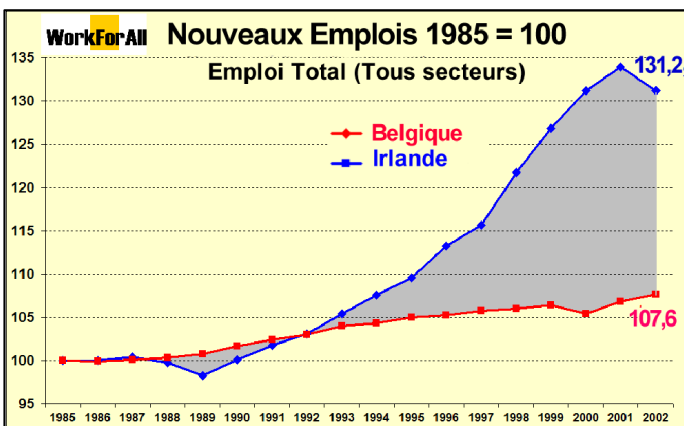
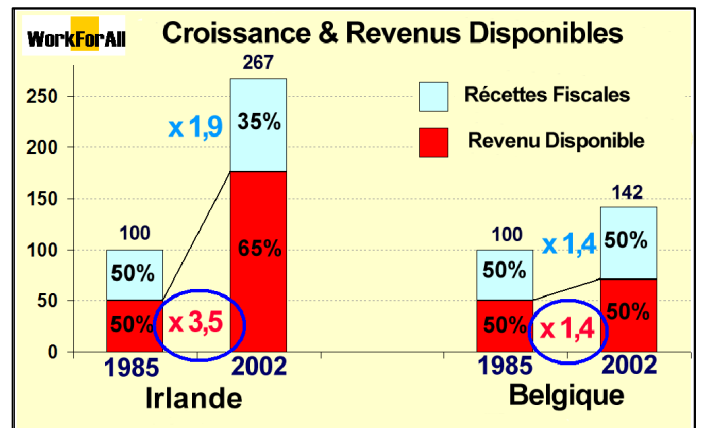
La Belgique a choisi une politique économique totalement différente. La Belgique n'a pas voulu toucher à la charge fiscale, mais a essayé de stimuler l'économie par tous genres de micro-mesures. Même sous des conditions cycliques favorables, les dépenses publiques sont restées au-dessus du niveau des 50% du PIB. Sous cette politique Belge, la croissance Belge a continué à stagner autour de 1.9%. En 2003 le gouvernement prenait toujours 51,4% de la création de la richesse Belge. Entretemps les autorités Irlandaises avaient fait reculer les dépenses publiques à 35,2% de leur PIB.

Aujourd'hui le Gouvernement Belge est de 46% plus lourd que le gouvernement Irlandais, et l'écart des taux de croissance en est en conséquence. Bien que la prospérité Irlandaise était à peine la moitié de celle de la Belgique en 1970, aujourd'hui les Irlandais sont devenus bien plus prospères que les Belges.

Suite à la création de richesse extra-ordinaire les autorités Irlandaises disposent aujourd'hui de marges de manoeuvre beaucoup plus larges pour tous genres d'initiatives sociales, culturelles et écologiques puisqu'en termes réels le gouvernement Irlandais dispose de plus de ressources que le gouvernement Belge.

Mais la richesse Irlandaise s'est fait surtout sentir dans les portefeuilles de ses citoyens. L'augmentation de du PIB par tête de 167% accompagnée d'une baisse de la charge fiscale d'un tiers revient à la multiplication du revenu disponible de pas moins d'un facteur 3,5 dans une période de 17 ans. Pouvez-vous vous imaginer que cela signifie ?

Jusqu'en 1985 les deux pays ont mené des politiques Keynésiennes similaires, laissant dérailler les dépenses publiques. En 1983 les dépenses publiques Belges ont dépassé le cap psychologique de 50% du PIB pour la première fois. Cela s'accompagnait d'une augmentation continue de la charge fiscale, de la dette publique, et d'énormément de dépenses publiques improductives. La spirale négative était initiée.



Sur les graphiques l'on remarque que jusqu'en 1980 les dépenses publiques Irlandaises et Belges ont évolué approximativement de la même façon, et que les taux de croissance des deux pays ont évolué parallèlement aussi.

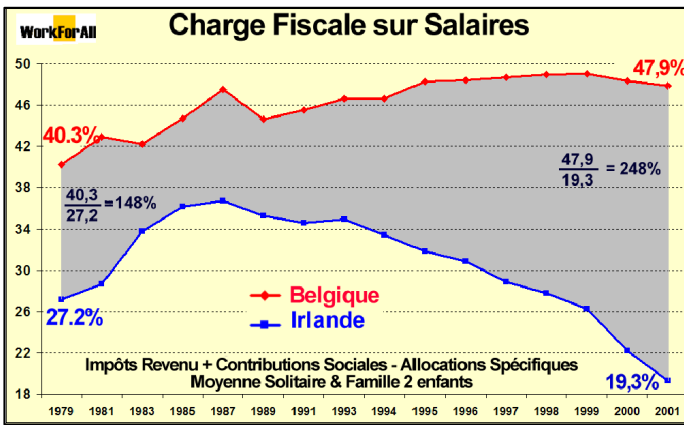
Cependant en 1985 l'Irlande a changé sa politiques de façon spectaculaire. Ils ont allégé radicalement la charge fiscale. Toutes dépenses publiques superflues ont été

L'on remarque cette explosion de richesse dans tous aspects de la vie quotidienne Irlandaise; En Irlande on trouve un optimisme inégalé. Autour de Dublin, une forêt de grues-tours fait le panorama de l'horizon. Dans la campagne on voit partout de nouveaux logements, les plus nouvelles modèles de voiture, des usines et des bureaux modernes. L'on remarque aussi la prospérité dans la réorganisation extensive des quartiers populaires, et dans les soins qu'ils donnent à l'environnement. Le bien-être est perçu dans l'absence de criminalité et dans les portières de voiture non fermées. L'on lit aussi le bonheur dans les yeux des gens, dans le taux de naissance, et dans le classement comparatif du bien-être des pays. Dans ce classement l'Irlande est devenu le pays le plus agréable au monde à vivre, et cela malgré son climat assez pluvieux.

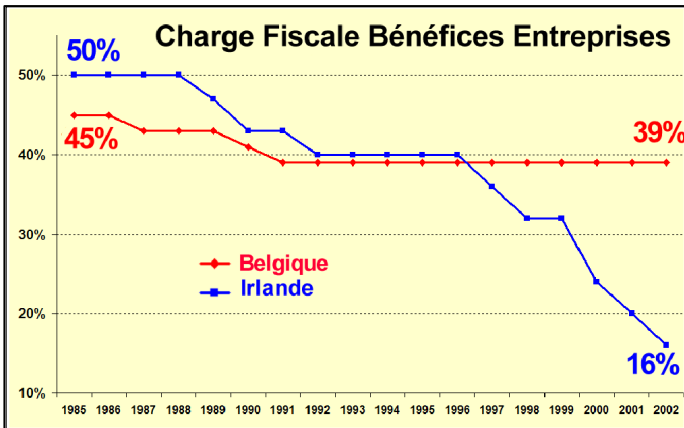
Des performances très impressionnantes en effet. Comment une politique stimulant les opportunités est-elle installée en pratique ?

Fondamentalement une telle politique de stimulation des opportunités consiste en une réduction substantielle de la charge fiscale sur le travail et sur les bénéficiaires; en d'autres termes une diminution des impôts directs. Cela motive des gens au travail: cela stimule à entreprendre, motive à prendre un risque commercial, à faire une heure supplémentaire ou à retarder la retraite. Bien sûr cela ne fonctionne avec une vague promesse d'un allègement fiscal mineur quelque temps dans un avenir bien lointain, comme c'est le cas dans beaucoup de pays. L'allègement fiscal doit être substantiel et doit se faire sentir tout de suite.

Entre 1985 et 2001 l'Irlande a diminué la charge fiscale sur les salaires de 37% en 1985 à 19,3% en 2001. En large ils ont diminué de moitié cette charge. En Belgique les charges sur la main d'œuvre ont même continué à s'allourdir de 46% en 1985 jusqu'à 47,9% en 2001. Aujourd'hui les charges salariales Belges sont 2,5 fois plus lourdes qu'en Irlande. Est-il surprenant qu'aucun Belge est prêt à faire une heure supplémentaire, et que les entreprises se sauvent du pays à une cadence toujours plus rapide ?



Mais c'était surtout la réduction des taux sur les bénéfices des entreprises qui a amélioré dramatiquement du climat d'entreprendre Irlandais. Quand l'Irlande était au fond de sa crise en 1985 la charge fiscale sur les bénéfices était de 50%. En 2002, l'Irlande avait réduit ce tarif à 16%.

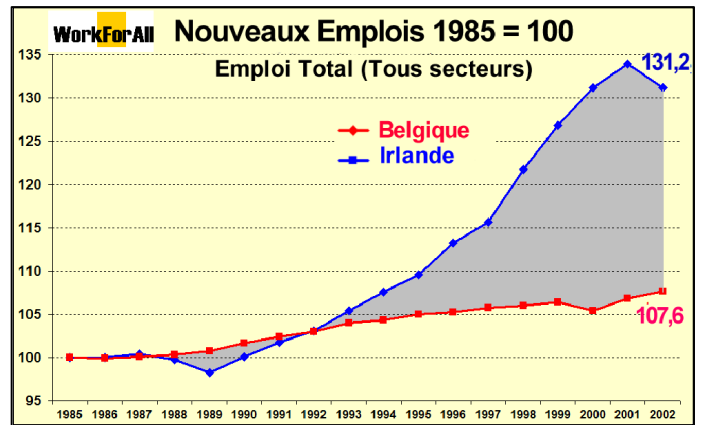


En Belgique la réduction des taux sur les bénéfices a été marginale, et clairement insuffisante pour susciter le moindre effet. La diminution récente des taux d'impôts Belges devait être « budgétairement neutre » et a été compensé par les limitations de plusieurs déductions. En

fait, la réduction était conçue à embellir les tarifs de taux publiés internationalement, et n'ont en effet ressorti le moindre effet réel.

Mais les allègements fiscaux, ça profite surtout aux riches non ?

Ceci est exactement la malcompréhension des idéologies basées sur la jalousie qu'on voit encore dans beaucoup de pays !! Sous une politique stimulant les opportunités, tout-le-monde en bénéficie, et certainement pas en moindre mesure l'ouvrier, le chômeur ou les défavorisés. Regardez la création d'emplois et les dépenses sociales. Depuis 1985 l'Irlande a créé 31.2% de nouveaux emplois. En Belgique avec sa politiques dite sociale et ses innombrables mesures de création d'emplois coûteuses ils ont à peine créé 7.6% de nouvelles occupations, et en grande mesure encore dans la fonction publique.



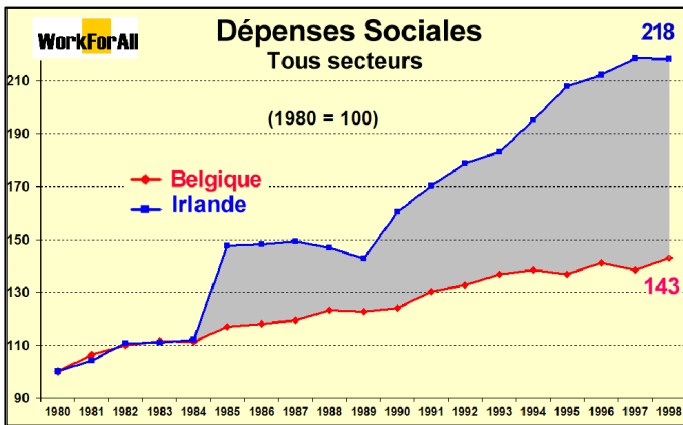
Une réduction des taux ne mène pas à une réduction des dépenses sociales ?

Il est faux de penser qu'une réduction des taux fiscaux mène à une recette fiscale moindre. Rien n'est moins vrai. Ici l'effet Laffer se fait sentir. Chaque réduction des taux élargit la base d'impôts parce que l'évasion et la fraude fiscale deviennent moins profitables. Les autorités Flamandes ont d'ailleurs déjà eu une première expérience des avantages de cet effet Laffer. Depuis que les taux des droits de succession ont été abaissés, les recettes fiscales sur les héritages ont augmentés de façon spectaculaire.

L'on remarquera en plus que l'allègement des taux de succession ne motive pas à mourir plus tôt. Si par contre les gouvernements allègent les taux sur les revenus ou les bénéfices ils peuvent s'attendre aux bénéfices supplémentaires doubles des soi-disants effets-Army. Les taux abaissés sur le revenu motivent au travail; faire une heure supplémentaire, à entreprendre, ou de retarder la retraite quelque temps. Ceci élargit la base d'impôts encore davantage. De plus les ressources ainsi retournées au secteur privé y sont investies beaucoup plus productivement que dans le secteur public. L'Irlande a démontré l'efficacité des effets combinés Laffer-Army dans le cas des impôts directs. Ses recettes fiscales ont continué à augmenter avec l'allègement de la charge fiscale.

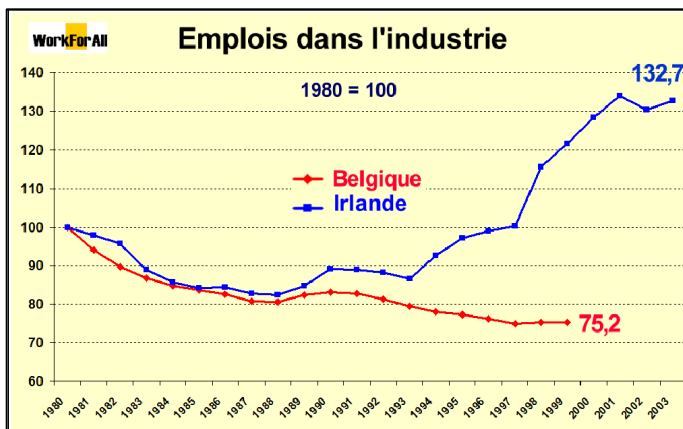
Une deuxième erreur est de sous-estimer la dynamique de croissance. En pourcentage du PIB les dépenses sociales Irlandaises sont en effet restées à peu près constantes, tout comme c'était le cas en Belgique. Mais la dynamique de la croissance a fait que les dépenses sociales

Irlandaises en termes réels ont augmenté de 118% entre 1980 et 1998. En Belgique les dépenses sociales ont augmenté de 43% seulement. Et croyez-nous: les défavorisés Irlandais ont apprécié cette hausse des allocations! L'Irlande a prouvé qu'une politique stimulant les opportunités est en réalité beaucoup plus sociale que l'alternative Keynésienne, désignée à stimuler la consommation.



L'Irlande a-t-elle créé des emplois dans tous les secteurs?

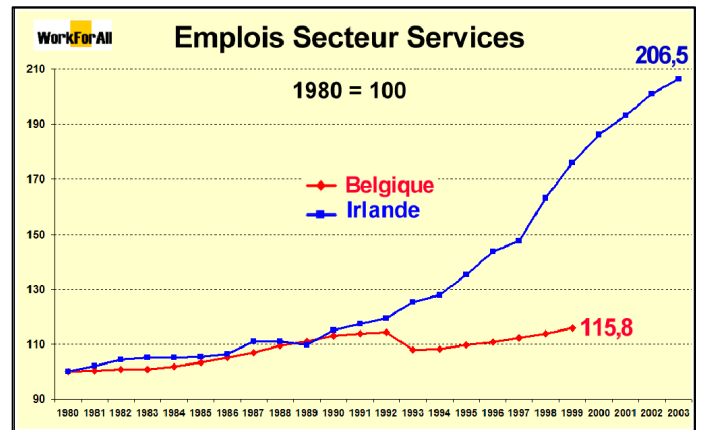
Tous secteurs confondus, l'Irlande a créé 31% de nouveaux emplois entre 1985 et 2002. La Belgique en a créé à peine 7.6%. On trouve la plus forte croissance dans le secteur des services: +106% contre +15,8% en Belgique. Mais fort remarquablement en Irlande même l'industrie est parvenue à créer 32% de nouveaux emplois entre 1980 et 2003. En Belgique l'emploi industriel s'est effondré en 1999 jusqu'à 75% du niveau de 1980. Depuis la Belgique a discontinué à communiquer ses chiffres à l'OCDE. Cependant en agriculture une évolution pareille s'est fait sentir dans les deux pays : une diminution graduelle de l'emploi. Sur, l'emploi agricole aujourd'hui a un impact moins important.



C'est une confusion très répandue que la désindustrialisation Européenne est un phénomène inévitable. L'Irlande a prouvé que la désindustrialisation n'est pas une fatalité, et que même les pays de l'Europe peuvent encore augmenter leur emploi industriel. Même le Professeur notoire De Grauwe accepte maintenant la désindustrialisation, et nous console que ce sera un problème mineur. La perte des emplois dans l'industrie sera absorbée par le gain d'emplois dans le secteur tertiaire.

La grande question est bien sûr à qui le secteur tertiaire vendra ses services. Les architectes n'auront à plus concevoir beaucoup d'usines. Les ateliers de production

n'auront plus besoin de services de nettoyage, les entreprises n'auront besoin de beaucoup d'adviseurs, les banques financeront que peu d'exportations, et même le fisc n'aura plus à contrôler en beaucoup d'endroits. Vendre des services aux chômeurs ou à l'étranger? Les services sont intensifs en main-d'oeuvre plus encore que l'industrie, et ne pensez surtout pas qu'un Européen soit doté de plus de cellules cérébrales qu'un Indien ou un chinois moyen.



Mais beaucoup de pays font face à une dette publique gigantesque. Leur marge de manoeuvre est limitée.

La dette d'état gigantesque dans beaucoup de pays est la conséquence logique d'années de déficits budgétaires et de politique Keynésienne stérile. En Belgique cela a culminé sous l'administration désastreuse du ministre du budget socialiste Guy MATHOT, qui a poussé jusqu'à déclarer publiquement que les déficits étaient venus par elles-mêmes et qu'ils s'en iraient de la même façon. Bien sûr c'était la folie économique que d'accumuler une dette pareille, et une injustice morale envers les générations futures. Du vol pur et net sur des enfants mineurs ou même pas encore nés. L'on doit se débarrasser de cette dette. La seule question est comment.

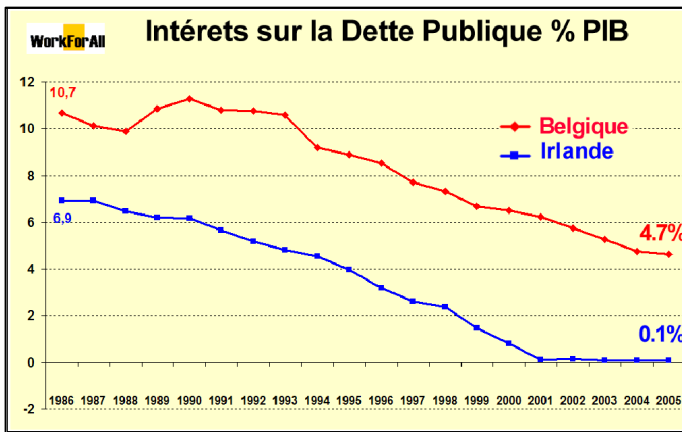
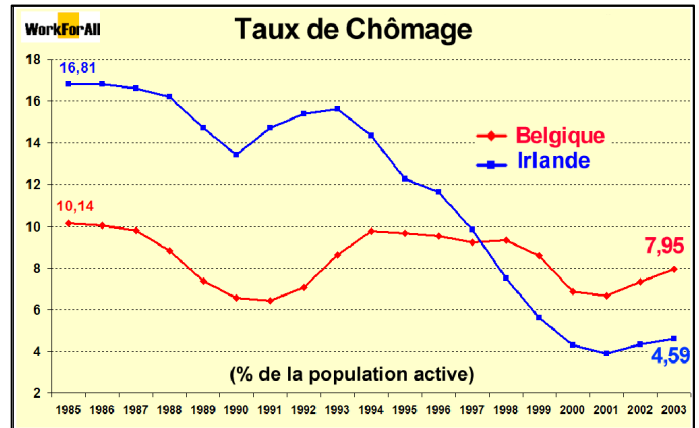
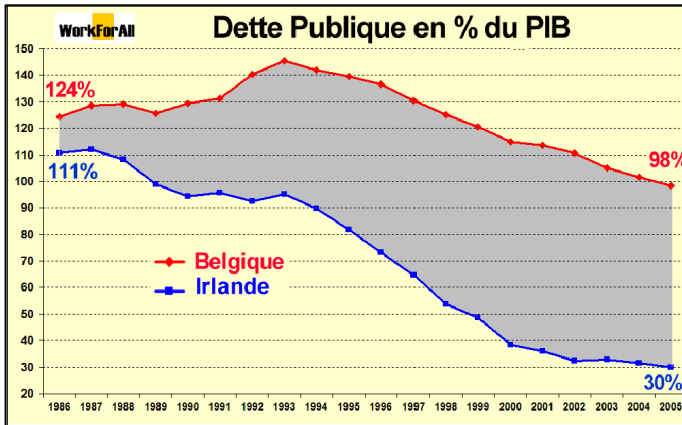
On peut naturellement essayer de la rembourser le plus vite possible. En Belgique, même avec son taux d'épargne important de 14% cela prendrait 8,85 années quand toutes les économies seraient réservées pour la réduction de la dette. Mais dans ce cas rien ne reste pour investir. Pas une seule machine, pas une seule maison. On pourrait l'étaler aussi sur 17,7 années, mais là aussi il faudrait diminuer de moitié l'investissement avec des conséquences désastreuses pour la compétitivité et la prospérité. Rembourser la dette publique de cette manière est beaucoup trop lent et va à toujours à la dépense des investissements.

Une manière alternative pour réduire la proportion Dette/PIB est de se fixer sur le dénominateur de cette fraction, et non pas sur le compteur. En d'autres termes on doit viser à un taux de croissance important. C'est exactement ce qu'a fait l'Irlande.

En 1986, la dette publique Irlandaise était de 111% du PIB, presque tout aussi désastreuse qu'en Belgique avec 124%. Les allègements fiscaux Irlandais cependant ont donné lieu à une croissance inégalée d'en moyenne 5,6% les dernières 20 années. La Belgique s'est fixée sur le compteur de la fraction en s'imposant des économies dans quasiment tous les secteurs pour rembourser la dette publique. Cette politique a eu des effets déflatoires catastrophes, et en conséquence la croissance a continué à stagner autour de 1.9%.

Au bout de 17 années un écart des taux de croissance exponentiels supérieur à 3% résulte en une différence imposante : l'Irlande a augmenté son PIB par un facteur 2,67 ; la Belgique par un facteur 1,42 seulement. L'Irlande a augmenté le dénominateur de la fracture Dette / PIB avec ce facteur 2,67, la Belgique avec son facteur 1,42. De cette manière la dette Irlandaise sera réduite à 30% PIB en 2005. Au coût de beaucoup de sacrifices, la dette publique Belge sera toujours 98% du PIB fin de cette année.

On devrait savoir mieux. Quand on laisse aux gens une partie plus importante du fruit de leur travail, leur contribution productive augmente sensiblement. Un abaissement de la charge fiscale motive au travail, à faire une heure supplémentaire, à oser prendre le risque de fonder un commerce, et à retarder un peu la retraite. Les syndicalistes et politiciens qui ne comprennent pas cela devraient visiter la Chine actuelle. Sur leur chemin de retour ils peuvent jeter un coup d'oeil sur les désastres économiques et écologiques qu'a laissés le régime Soviétique.

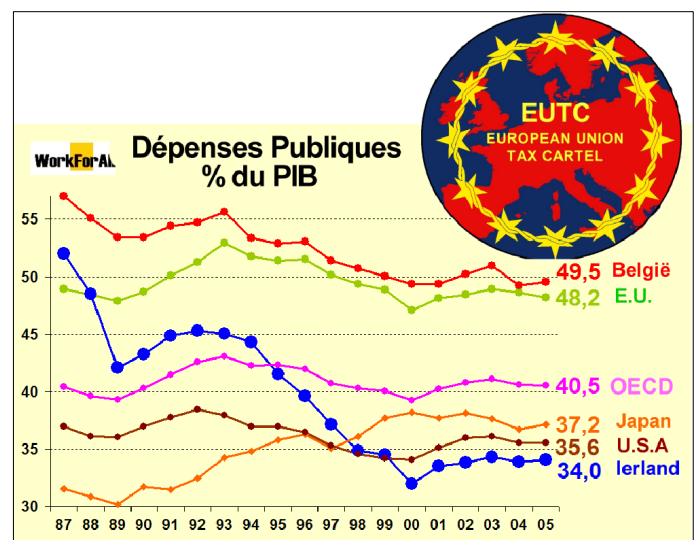


Tout comme la compétition entre les entreprises mène à la créativité et ultimement à l'usage optimal des ressources par définition limitées, la compétition fiscale entre les nations mène à l'optimisation des gouvernements. Chaque forme de cartel fiscal entre nations est tout aussi nuisible à l'emploi et à la prospérité que les monopoles ou des cartels entre entreprises sont nuisibles à la taille de leur marché. L'on peut craindre que la nouvelle constitution Européenne sera mise en oeuvre pour imposer par décision majoritaire des taux d'impôts minimeaux aux états membres. Les pays qui voudraient adapter une politique de croissance semblable aux politiques Irlandaises risquent de se voir fortement limités dans leur autonomie nationale de mettre en exécution une politique économique décidée démocratiquement par leurs citoyens. Sous cette nouvelle constitution L'europe risque de perpétuer sa croissance stagnante depuis plusieurs décennies.

Et le chômage sous une politique de stimulation des opportunités?

En beaucoup de pays une fausse opinion persiste que le travail disponible est une quantité limitée et statique qui devrait être partagée. Rien n'est moins vrai. Les allègements fiscaux sont le moteur de l'innovation, aux nouvelles initiatives et à la création d'emplois particulièrement dans le secteur productif. Cela s'aperçoit dans les statistiques Irlandaises du chômage. En 1985, le chômage Irlandais était pire qu'en Belgique: 17% de chômeurs contre 10%. En 2003 l'Irlande a réduit ce taux de chômage à 4.6%. En réalité cela signifie que les employeurs Irlandais sont à la recherche permanente d'ouvriers, d'employés et de cadres, et non pas au contraire comme tel est le cas en Belgique.

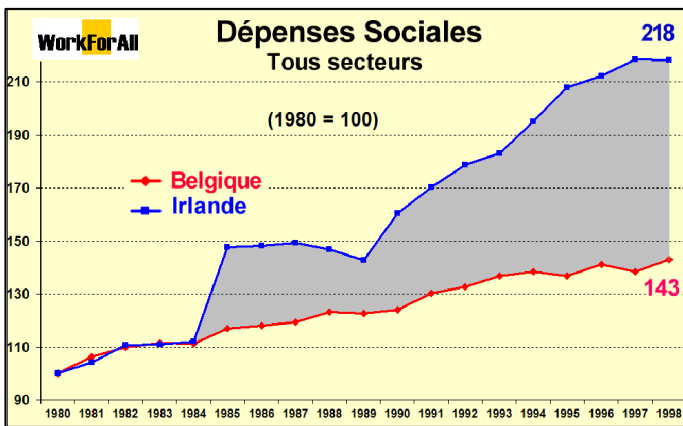
La crainte que les taux fiscaux et les contributions sociales modérés attirent des entreprises des pays étrangers plus gourmands est basée sur la même malcompréhension. Ce raisonnement suppose que le nombre d'entreprises et leur taille sont des quantités invariables qui devraient être partagées parmi les nations. Ce raisonnement suppose que l'esprit travailleur et l'enthousiasme pour entreprendre sont insensibles à la charge fiscale.



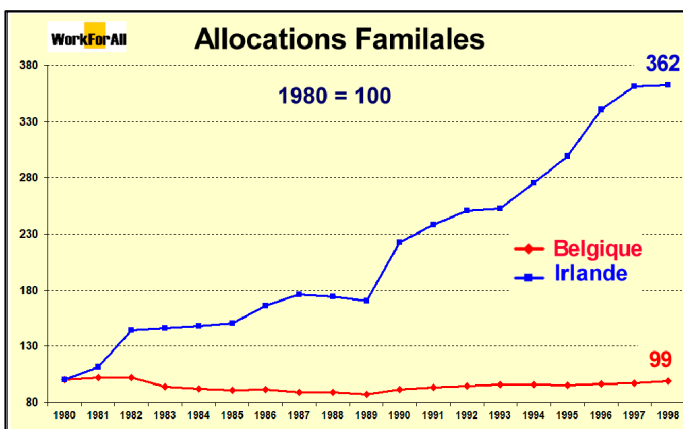
Il paraît toutefois contradictoire que les dépenses sociales peuvent augmenter tout en allégeant les charge fiscales et sociales.

Les chiffres des dépenses sociales sont publiquement connues et publiés sur le site internet de l'OECD ! La première erreur est de penser les recettes fiscales baissent quand la charge fiscale s'allège. En cas d'impôts directs les effets combinés Laffer-Armeij sont extrêmement forts, et l'Irlande a l'a prouvé. Leurs recettes fiscales ont continué à augmenter en baissant la charge fiscale.

La deuxième erreur est de se fixer sur la proportion relative des dépenses sociales comme un pourcentage de PIB ; Considérez les chiffres reels. Combien les défavorisés reçoivent-ils réellement en allocations sociales? C'est cela qui intéresse les citoyens. Dans tous les grands secteurs de la sécurité sociale les dépenses sociales réelles ont augmenté plus rapidement en Irlande qu'en Belgique, sauf dans le secteur du chômage, mais ceci est en raison de la baisse du chômage Irlandais à un tiers de son niveau de 1985. Par chômeur, les allocations de chômage Irlandaises sont maintenant supérieures aux belges.

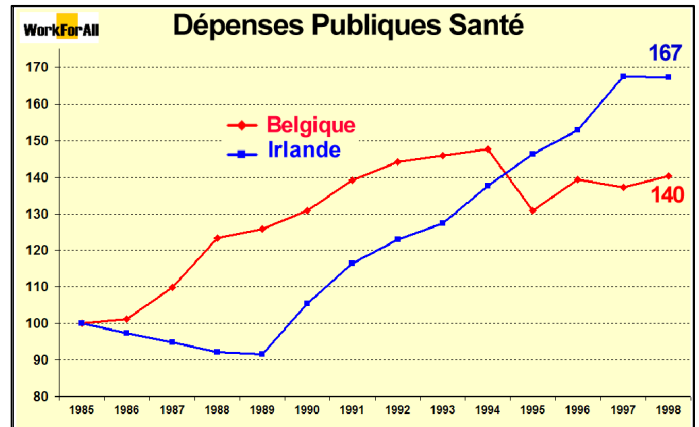


L'Irlande est surtout champion absolu dans les allocations familiales. En 18 ans les allocations familiales Irlandaises ont augmenté de 262% ; En Belgique ces allocations ont même légèrement baissé. Les Belgique a continué à se fixer sur un scénario de rétrécissement; des économies sur les dépenses sociales: ils sont sur la route à la destruction graduelle de leur système de sécurité sociale.



Dans une ère de population vieillissante les nations Europeennes ne pourront conserver leur système de sécurité sociale que par la croissance, la croissance et la croissance toujours. Même le ministre Belge du budget Vandelanotte s'en est récemment rendu compte. Malheureusement il ne se réalise pas encore cette

croissance peut se réaliser qu'en allégeant la charge fiscale. Il entend forcer la croissance en augmentant le degré de participation; reculant l'âge de retraite et par des mesures semblables. Une autre attaque à nos accomplissements sociaux, et seulement un remède contre les symptômes. Si l veut guérir la Belgique de sa maladie d'un taux de participation trop faible il doit s'attaquer à sa cause qui n'est rien d'autre que la démotivation totale suite à une charge fiscale paralysante.



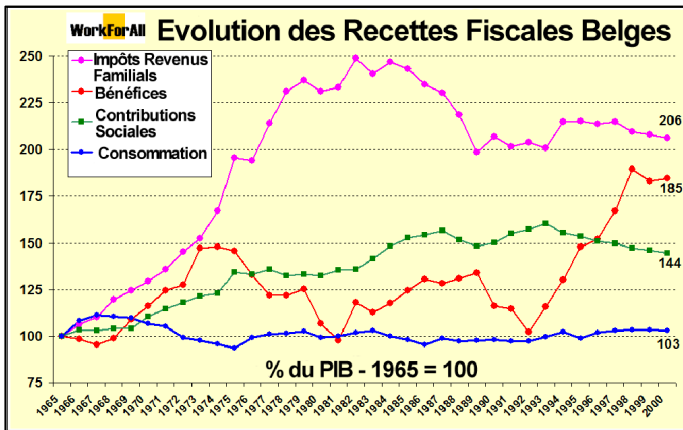
Le ministre ne se questionne vraisemblablement pas qui créera les emplois pour absorber la participation augmentée. Ne voit-il pas qu'il n'y a plus de starters en Belgique et que cela est dû au climat d'entreprendre déplorable. Ne voit-il pas c'est la taxation extrême qui est à l'origine ainsi que la générosité relative des alternatives faciles et sans risque? Ne voit-il pas les statistiques des entreprises delocalisantes montant en flèche? La Belgique et l'Europe entière d'ailleurs- se vident. Sous Schroeder le chômage allemand a maintenant atteint les 5 millions; le chiffre identique de la grande dépression de 1929. Sous ces scénarios de rétrécissement déflatoires, l'Europe se dirige vers l'effondrement total.

Une autre de vos idées est un remplacement de la charge fiscale directe par une impôt sur la consommation.

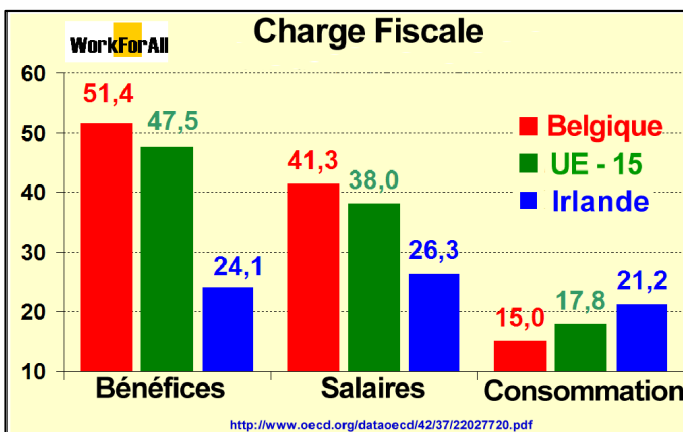
Cela n'est pas simplement une autre idée ! C'est une des conclusions fondamentales de notre analyse-régression. Nous avons constaté que les pays avec des impôts sur la consommation plus prononcés ont un taux de croissance plus important que les pays avec une partie plus élevée d'impôts directs. Malgré que nous n'avons pas de liens avec ce parti politique nous approuvons totalement les idées de Vivant sur ce point, ainsi que d'ailleurs l'initiative Européenne récente du premier Verhofstadt en cette direction.

Le problème est que nos dépenses publiques ont augmenté explosivement depuis les années soixante. Les impôts sur les revenus et les impôts sur les bénéfices ont pris toute la charge de cette croissance. Les impôts sur le revenu familial ont doublé depuis 1965 ; les impôts sur la consommation ont changé à peine. Quand le modèle Belge de sécurité sociale a été conçu, la proportion entre impôts directs et indirects étaient équilibrée. Mais au cours du temps, la structure de recettes fiscales est devenue déséquilibrée. Trop d'impôts directs démotivent la contribution productive au système, et les impôts de consommation relativement bas favorisent la consommation au détriment des investissements. Un avantage supplémentaire d'un impôt de consommation est

que la production intérieure n'aurait plus à porter toute la charge de notre sécurité sociale, mais qu'aussi les produits étrangers porteraient leur part équitable dans cette charge.



Une rééquilibrage de la charge fiscale peut en effet aider à stimuler la croissance, mais l'objectif principal doit rester un allègement substantiel de la charge fiscale totale. Le FMI en vient d'ailleurs aux mêmes conclusions dans son étude de juillet 2004.

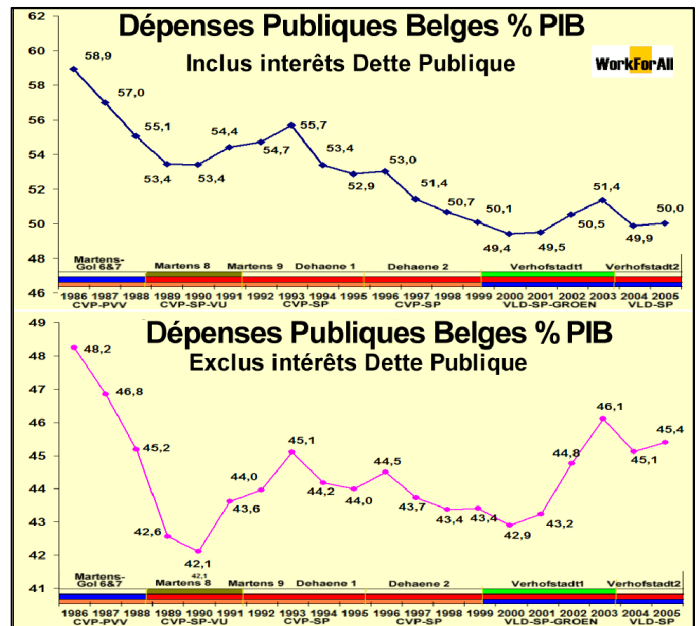


Mais la Belgique est tout de même sur le bon chemin maintenant sous le gouvernement libéral-socialiste ?

Ca se dit en effet. Regardons toutefois les vrais chiffres. La croissance stagne en dessous des 2%, et les autorités prennent toujours plus de 50% de la création de richesse Belge. Ce chiffre appartient toujours au plus haut dans le monde entier. Alarmante toutefois est la constatation que les dépenses publiques hors intérêts sur la dette de l'état ont continué d'augmenter de 42,9% en 2000 jusque 46,1% du PIB en 2005. En d'autres termes, l'avantage de taux d'intérêt bas a été complètement consommé dans tous genres de nouvelles dépenses. Sans aucun retranchement dans le budget les Belges auraient pu prendre avantage de l'évolution sur le marché des intérêts pour diminuer la taille du gouvernement par plus que 3%. Cependant, l'on a choisi encore un fois pour de nouvelles dépenses.

L'on peut dépenser un Euro seulement une fois bien sûr. Si les autorités choisissent de le faire en tous genres de projets agréables mais peu productifs, ils privent ces ressources au secteur privé, où elles auraient pu être utilisées pour des usages bien plus productifs tels qu'un investissements en nouvelles machines, des nouvelles usines, des maisons efficaces quant à l'énergie, ou dans la recherche sur de nouveaux produits par exemple. Quand les autorités continuent à trouver toujours de nouvelles

initiatives publiques, ils ne pourront bien jamais abaisser la charge fiscale.



Une conclusion controversée de votre recherche est qu'une réduction des taux d'intérêts n'aide pas à stimuler la croissance.

Nous étions étonnés nous-mêmes par ce résultat de l'analyse, et au début nous pensions à une erreur dans le traitement des données. Pourtant après contrôles extensifs le résultat s'est confirmé. Une politique d'intérêt bas n'a pas eu le moindre effet positif sur la croissance des 15 pays de l'UE examinés.

D'ailleurs nous ne sommes pas seuls avec telles observations. L'on remarque que quinze années de taux d'intérêts quasiment zéro au Japon n'ont pas été en mesure de donner le moindre stimulus à la défailtante croissance Japonnaise. L'on remarque la même chose en Suisse, qui a noté le taux de croissance le plus faible d'Europe en dépit de leurs taux d'intérêt les plus bas du continent.

L'observation s'explique par le fait qu'un abaissement des taux d'intérêt dans des pays tels que la Belgique ont en outre d'un effet positif sur les dépenses des consommateurs et des investisseurs potentiels, aussi des effets très négatifs. Des intérêts bas causent une diminution du revenu des épargnants, et aussi la balance des paiements extérieurs en soufre puisque des pays comme la Belgique reçoivent beaucoup plus d'intérêt de l'étranger qu'ils y en paient. De plus une politique d'argent facile donne toujours lieu à une hausse de l'inflation. Soit les prix à la consommation soit les prix des biens d'investissement devront monter; en beaucoup de cas tous les deux.

L'inflation est sous contrôle non ?

La hausse des prix des produits de consommation sont en effet encore assez limitées. En Europe c'est grâce aux bénéfices de la mondialisation et de l'importation massive des produits de consommation bon marché des pays à bas-salaires. Cependant les prix d'articles et surtout des services produits localement montent rapidement : les services de réparation, les soins de santé, les soins pour les personnes âgées par exemple.

Mais l'on sous-estime particulièrement l'impact négatif sur la prospérité de l'inflation de biens d'investissement. Ces biens prennent une part bien trop large dans les budgets des ménages, et cela consomme leur richesse. Pensons aux prix des terrains à bâtir, les logements et les prix des terrains industriels par exemple. Mais également les obligations et les actions ont maintenant atteint un niveau de prix instable où les rendements sont à un niveau historiquement bas. Toutes ces biens d'investissement ne se retrouvent évidemment pas dans l'index de consommation de la Banque Centrale Européenne.

Nous sommes en cours de recherches supplémentaires à ce sujet. Ce résultat fascinant de notre analyse est tout à fait fondamental. S'il serait confirmé il signifierait pas moins que la politique d'intérêts bas de la BCE est bien sûr très bénéficiaire aux banques et aux grands débiteurs tel que l'état, mais serait contreproductive pour le développement de la prospérité des citoyens Européens.

WorkForAll plaide aussi en faveur de structures administratives décentralisées.

Nous avons en effet également vérifié si la taille des nations affectait le taux de croissance et la création d'emplois. Nous avons constaté que les petites nations ont un taux de croissance significativement supérieur au taux des grands pays. Nous n'avons certainement pas trouvé d'avantages d'échelle dans notre étude comme on pourrait l'anticiper. Cette conclusion est d'ailleurs confirmée dans beaucoup d'autres recherches pertinentes à ce sujet

L'on explique cette constatation par le fait qu'une administration trop centralisée dans les grands pays mène à des mesures «une taille pour tous» qui ont des effets négatifs pour des certaines sous-régions particulières.

Nous en concluons en conséquence en faveur d'administrations décentralisées et nous avons des doutes sérieux à l'égard des avantages que pourrait avoir une délégation de toujours plus de pouvoirs aux Autorités centrales de l'Union Européenne.

Quand il y a tant de preuves démontrant qu'une politique stimulant les opportunités est avantageuse à la croissance de la prospérité aussi bien qu'à la création d'emplois, pourquoi les gouvernements n'appliquent-ils pas ces politiques partout ?

Les preuves historiques et scientifiques sont en effet écrasantes. Telles politiques stimulant les opportunités et la production ont simplement fonctionné partout où elles ont été appliquées. Cela a été le cas dans les Etats-Unis sous Reagan, cela a été le cas dans Islande sous Oddson, cela est le cas de l'Irlande aujourd'hui, et même le «Miracle Industriel» Allemand sous Erhard était un modèle-type de politique stimulant les opportunités caractérisée par des allègements massives de la charge fiscale.

Au fond le principe d'une telle politique repose sur les principes économiques les plus simples: un ménage qui dépense plus qu'il n'en gagne devient pauvre. C'est le cas pour les ménages et c'est le cas pour les nations. Un pays qui produit plus qu'il consomme devient prospère. Si l'on veut la prospérité et des emplois il faut stimuler la production et non pas la consommation. Le principe est en fait aussi simple que cela.

Pourquoi l'on ne l'applique pas partout ? Pour un changement fondamental de la politique économique, il faut une majorité, et nos politiciens pensent à court terme et très souvent encore en termes d'idéologie et de lutte des classes. Ils pensent rarement à l'intérêt commun, et moins encore à l'intérêt de la génération suivante. Ils ne connaissent simplement pas les chiffres et ne se rendent pas compte de l'impact d'un mauvais choix de direction.

Si la Belgique avait suivi en 1985 les politiques telles que l'Irlande les a choisis, notre population serait deux fois plus prospère qu'elle l'est aujourd'hui. La dette publique aurait été réduite à 35% du PIB, et les employeurs se lutteraient entre-eux pour des employés. Les Belges sont simplement passés à côté de 20 années de progrès à cause de choix politiques mauvaises. Chaque jour de retard nous coûte de l'emploi et de la prospérité. Pour convaincre une majorité de tels faits il faut des hommes d'état avec vision et surtout l'enthousiasme pour changer les choses pour le bien.

Vous reprochez aussi du conservatisme aux médias et à l'éducation.

La responsabilité de l'éducation et des médias est en effet écrasante. Même aujourd'hui la doctrine Keynesienne est toujours enseignée dans nos universités comme une manière géniale à stimuler l'économie. L'on oublie que la théorie a maintenant soixante-dix ans d'âge, et que l'idéologie date encore de l'ère glorieuse de l'économie de plan. Pouvez-vous imaginer nos médecins encore en train à nous guérir avec les connaissances et l'équipement médicaux des années trente ?

La génération actuelle de politiciens et de journalistes a été élevée avec la doctrine Keynesienne, et ne se rend pas compte qu'une nouvelle génération d'économistes s'est présentée depuis. Dans la recherche moderne la doctrine Keynesienne a été contrée avec des preuves empiriques écrasantes. Les politiciens et les journalistes ne se rendent pas compte que depuis qu'ils ont gradué la science économique est venue à de toutes nouvelles compréhensions. Beaucoup n'ont probablement jamais entendu parler de Hayek, Laffer, Armeij, Friedman ou l'école Autrichienne. Il faudra peut-être une autre génération encore avant que cela filtre jusque dans les esprits de nos dirigeants politiques en syndicales. Nous pouvons seulement espérer que l'Europe ne vivra pas sur un cimetière industriel et sous une dictature d'ici là. Néanmoins la dernière déclaration de Barosso nous donne un léger espoir.

